

Les défis économiques du prochain gouvernement

Amid Faljaoui

Si la politique a ses propres tempo et calendrier, l'économie, elle, ne change pas suite à des élections. Dans cet article, nous passons en revue les défis recensés par la presse économique belge et nous pointons, en particulier, deux dangers qui attendent le futur gouvernement..., quelle que soit sa couleur.

Comme le faisait remarquer la presse belge, le premier semestre 2007 s'apparente plutôt à une bonne nouvelle : la croissance économique belge sera meilleure que prévu cette année. Les dernières prévisions de la Banque nationale de Belgique (BNB) donnent un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 2,5 % en 2007, contre 3 % en 2006. En clair, la BNB a revu ses perspectives à la hausse : en décembre dernier, elle tablait encore sur une croissance de 2,1 % pour cette année.

« Les perspectives de croissance restent favorables grâce à trois éléments : l'environnement porteur dans la zone euro, la confiance des entreprises et les créations d'emplois », a indiqué Guy Quaden, le gouverneur de la BNB, à la presse.

Par contre, en ce qui concerne 2008, la BNB table sur une croissance économique plus faible de l'ordre de 2,2 %. Selon la BNB, au cours des deux prochaines années, la bonne tenue des exportations se confirmerait, la reprise des investissements amorcée en 2006 se poursuivrait et la situation du marché du travail s'améliorerait progressivement.

Ensuite, Guy Quaden a passé en revue les chiffres attendus en matière d'emploi : selon les prévisions de la BNB, on créera 60 000 emplois en 2007 et 55 000 emplois en 2008 dans notre pays. Et cerise sur le gâteau : la création de ces 115 000 emplois s'accompagnera d'une baisse du chômage,

lequel devrait passer de 8,2 % de la population active à 7,6 % en 2007 et 7,2 % en 2008, selon la BNB.

Résultat des courses : le pouvoir d'achat des ménages belges a grimpé de 3,2 % en 2006. Pour 2007, le pouvoir d'achat devrait encore croître de 2,4 % et sans doute de 1,8 % en 2008.

Autre bonne nouvelle : la chute des parts de marché de l'économie belge à l'étranger devrait être presque stoppée cette année. « Nous prévoyons une croissance du potentiel d'exportations de 5,9 % et une croissance de 5,7 % des exportations proprement dites », a précisé Guy Quaden lors de sa conférence de presse. Mais en 2008, ces taux passeront à respectivement 6,2 % et 4,6 %.

Enfin, le gouverneur de la BNB rappelle que le prochain gouvernement devra dégager un excédent structurel pour financer le coût budgétaire du vieillissement. Dans la situation actuelle, si aucun ajustement budgétaire n'était effectué, la Belgique accuserait un déficit de 0,1 % du PIB en 2007 et de 0,2 % du PIB en 2008.

Résumons donc, comme l'a fait la presse, les principaux enseignements dont devra tenir compte le futur gouvernement, quelle que soit sa couleur.

Le tableau de bord économique. À 3 %, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2006 a été « exceptionnelle », selon les mots du gouverneur, la plus élevée depuis 2000. 2007 sera un cran plus bas, mais « le ralentissement est moins marqué que prévu ». Les projections pour cette année ont été relevées de 2,1 % à 2,5 % (2,2 % pour 2008).

L'emploi. Le bulletin économique de la BNB n'est pas resté sans effet sur l'emploi, mais avec un temps de décalage. Après avoir créé 46 000 emplois nets en 2006, l'économie belge devrait en générer 60 000 cette année et 55 000 l'an prochain. Côté chômage, le taux devrait baisser de 1 % sur trois ans, de 8,2 % en 2006 à 7,2 % en 2008.

Mais attention : il ne faudrait pas se laisser étourdir par le bon bulletin de la BNB. Pour la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), la principale menace pour la croissance de l'économie belge, ce sont les pénuries sur le marché de l'emploi. Un souci qui est d'ailleurs partagé par le gouverneur de la Banque nationale, Guy Quaden. On dénombre actuellement 300 000 places vacantes en Belgique, dont 120 000 concernent des profils en pénurie. C'est pourquoi la fédération patronale estime que le marché de l'emploi sera le défi majeur du prochain gouvernement.

Les finances publiques. Après un léger surplus de 0,2 % en 2006, les comptes publics s'annoncent en léger déficit : de 0,1 % en 2007 et de 0,2 % en 2008, du moins à politique inchangée.

Le message à l'informateur, tel que repris par la presse économique. « La conjoncture économique a été très bonne en 2006 et les perspectives pour 2007-2008 restent favorables, mais ce n'est pas une raison pour oublier nos problèmes structurels. Au contraire, c'est le moment d'être ambitieux, d'affronter nos problèmes structurels », appuie Guy Quaden. L'intéressé pointe trois chantiers. Le premier, assouplir le marché du travail : « Le taux de chômage reste trop élevé dans certaines sous-régions du pays alors que, dans d'autres, des postes restent vacants ». Le second, soigner la compétitivité : « Il faut être attentif à la compétitivité par les coûts mais aussi favoriser l'innovation, le développement de nouveaux produits et services, l'exploration de nouveaux marchés ». Le troisième, faire mieux côté budget : « L'équilibre n'est pas un objectif suffisant. Les pouvoirs publics doivent dégager des excédents structurels pour accélérer la réduction de la dette et financer les coûts du vieillissement, je pense aux soins de santé et aux pensions. De nou-

velles mesures complémentaires sont donc nécessaires », affirme Guy Quaden.

Deux dangers à l'horizon

Ces précisions faites, quels sont aujourd'hui les deux principaux dangers qui attendent le prochain gouvernement sur le plan économique ? Et cela, quelle que soit sa couleur politique.

Le premier danger, il est externe mais aura une répercussion sur tous les Belges : c'est celui des taux d'intérêt. À part les experts, personne ne s'en est rendu compte, mais les taux d'intérêt à long terme sont à la hausse. Durant les mois de mai et de juin, les taux à 10 ans en Belgique sont passés de 4,25 % à 4,70 %. Il faut garder à l'esprit que ces taux étaient encore sous la barre des 4 % au début de cette année.

Et alors, direz-vous ? La réponse est simple : les premiers qui vont sentir la différence, ce sont les ménages qui veulent emprunter pour s'acheter une maison ou un appartement. Et ce sera aussi un coup dur pour les ménages qui ont contracté un emprunt à taux variable puisque les taux courts sont également à la hausse, suite à la politique de la Banque centrale européenne (BCE).

Si nous pensons que cette hausse va aussi concerner le futur gouvernement, c'est parce que qui dit hausse des taux dit aussi détérioration de la dette publique. N'oublions pas que nous avons une dette de 270 milliards d'euros, et donc la hausse des taux à long terme va alourdir notre remboursement. Bien entendu, les prévisions de croissance pour l'économie viennent d'être revues à la hausse. Et là encore, qui dit croissance à la hausse dit aussi croissance des recettes fiscales. Oui, sauf que cela veut dire aussi que cette bonne nouvelle sera en partie gommée par la hausse des taux d'intérêt. En clair, ce n'est pas le moment de se reposer sur ses lauriers.

Et puis, il y a un second danger, auquel nous avons déjà fait allusion et qui attend de pied ferme le futur gouvernement. Si malgré l'embellie économique en 2006 et en 2007, le taux de chômage reste élevé, la FEB constate aussi qu'il y a encore 300 000 emplois qui ne trouvent pas de titulaires. Et les raisons, elles sont connues : soit le manque de mobilité de certains travailleurs, soit l'absence de formation des chômeurs de longue durée. Bref, le prochain gouvernement aura du pain sur la planche. •